LE ROUGE GORGE NEWS
WWW.PCF-FECAMP.FR
Avril 2022

Bulletin d'information PCF Fécamp

Au Sommaire

Page 1 :
- L'édito : l'extrême-droite ? Jamais !

Page 2 :
- Résistance !

Page 3 :
- Taxe poubelle : Mme Poussier-Winsback persiste et signe
- Insalubrité au quartier Saint Jacques

Page 4 :
- Handi'bus : déjà des dysfonctionnements...

Page 5 :
- Ganzeville : le maire pro-zemmour saborde l'école communale

Page 6 :
- Soutien total du PCF aux aides à domicile du CCAS

Page 7 à 10 :
- Analyse : l'extrême-droite aux portes de l'Elysée

Dimanche 24 avril : 2ème de l'élection présidentielle. L'extrême-droite ? Jamais !

L'extrême droite ? Jamais !

Au terme d'une campagne électorale écrasée par la pandémie puis par la guerre en Ukraine et, enfin, par le refus d'Emmanuel Macron d'affronter le débat sur son bilan, il a été bien difficile de discuter des solutions à apporter à la profonde crise sociale, sanitaire et écologique que traverse la France.

Tous les pièges tendus pour cette élection présidentielle ont fonctionné à merveille : la pseudo-dédiabolisation de l'héritière Le Pen opérée avec l'aide de son faire-valoir Eric Zemmour, l'hégémonie culturelle croissante des idées d'extrême-droite et de droite, l'abstention, le système présidentiel et son aspirateur à « vote utile », Le Pen disant qu'elle était le seul votre utile contre Macron, pendant que Mélenchon affirmait qu'il était le seul vote efficace contre Le Pen, alors que, de son côté, Macron annonçait qu'il était le seul vote utile contre les deux autres candidats.

Résultat : on prend les mêmes qu'en 2017 et on recommence... Mais avec plusieurs différences inquiétantes : l'abstention a encore progressé et est devenue le 1er parti de France. Fécamp décroche, avec Elbeuf, le triste record du nombre d'abstentionnistes pour la Seine-Maritime. Autre différence, particulièrement lourde de menaces : l'extrême-droite est infiniment plus forte qu'en 2017, se payant le luxe d'avoir 2 candidats sans que cela ne l'empêche d'accéder au second tour

Dans un moment d'une telle gravité, le pire serait de se diviser davantage et de chercher des boucs émissaires, parfois violemment, comme à Lille ou à Nantes. Le problème n'est pas dans la diversité des sensibilités à gauche mais dans le fait que, toutes forces confondues, la gauche ne pèse plus que 31 % du corps électoral, que 12 millions d'électeurs se sont abstenus, que plus de 543 000 électeurs ont préféré voter blanc

Nous mesurons combien le dilemme du second tour du 24 avril est cruel pour les électeurs de gauche et écologistes, entre les bulletins de vote Macron et Le Pen.

Mais, sur la table de vos bureaux de vote, il n'y aura que ces 2 bulletins. Jean-Luc Mélenchon, qui échoue une nouvelle fois à monter sur le podium (il lui manque 500 000 voix. En 2017, il lui en manquait 600 000), demande de « ne pas donner une voix à Madame Le Pen ». Le PCF, le PS, les Verts appellent clairement à utiliser le bulletin Emmanuel Macron pour faire barrage à Marine Le Pen. Avec une pince à linge sur le nez.

Car il n'y a plus d'autre choix pour empêcher l'extrême droite de faire main basse sur la République

Et après l'élection présidentielle ? Quel que soit le nom du futur ou de la future président-e de la République, il faudra résister. Notamment, les électeurs de gauche peuvent espérer bloquer la politique du nouveau ou de la nouvelle président-e en le / la privant d'une majorité lors des élections législatives. C'est jouable si toutes les forces de gauche et écologistes parviennent à s'entendre pour réussir aux élections législatives ce qui n'a pas été possible à l'élection présidentielle. Fort de leurs 22 %, Jean-Luc Mélenchon et les Insoumis détiennent aujourd'hui la clé de la réussite de ce rassemblement. Les communistes sont prêts à faire les gestes politiques qu'il faudra pour y parvenir, comme y invite la déclaration (cf. page suivante) de la Fédération de Seine-Maritime du PCF

RÉSISTANCE !

Quand les blés sont sous la grêle
Fou qui fait le délicat
Fou qui songe à ses querelles
Au coeur du commun combat

- Louis Aragon, mars 1943
La rose et le réséda

Avril 2002. La France, dans la rue, fait front contre la qualification du FN au second tour. Aujourd'hui, le RN compte sur un front anti-Macron pour gagner l'Élysée.

Madame, Monsieur,

En votant dimanche 10 avril au premier tour de l'élection présidentielle, vous avez exprimé votre colère et votre attente d'une vie meilleure. Malheureusement, la gauche manque la deuxième place de peu. Il faut dès aujourd'hui en tirer les leçons car nous avons encore la possibilité d'arracher une victoire dès Juin à l'occasion des élections législatives.

Mais si nous nous adressons à vous aujourd'hui, solennellement, c'est parce qu'il y a urgence.

Celle qui s'est qualifiée avec Emmanuel Macron au second tour s'appelle Marine Le Pen, fille de Jean-Marie Le Pen, dirigeante du Rassemblement National, un parti d'extrême-droite qui siège aux côtés des néonazis au Parlement européen. Partout où ils sont au pouvoir, ils s'attaquent aux fondements de la République. Marine Le Pen connaît-elle des difficultés de nos vies quotidiennes, elle qui a été élevée au cœur de la grande bourgeoisie de l'ouest parisien ? C'est une imposteure !

Le 24 avril prochain, convaincus de votre attachement à la Liberté, à l'Égalité et à la Fraternité, nous vous invitons à utiliser votre droit de vote, pour empêcher Marine Le Pen et son ami Éric Zemmour de prendre les commandes de notre pays, pour empêcher que la France tourne le dos aux grandes pages de son histoire et se prive irrémédiablement d'un avenir de progrès social à construire.

Dès le lendemain du deuxième tour, une fois l'extrême-droite battue, l'extrême-danger écarté, nous pourrons bloquer les projets néfastes de Macron.

S'il a pu mener sa politique, durant ce quinquennat, c'est en effet parce qu'il a été seul maître à bord, bénéficiant d'un très grand nombre de députés qui lui ont obéi, comme des Playmobil, à l'Assemblée nationale, en votant une à une toutes les mesures que vous-mêmes et le peuple de France rejetiez pourtant.

Cette large majorité acquise à Macron a été possible parce que les élections législatives de 2017 ont connu une très grosse abstention, la plupart de nos concitoyens considérant, une fois l'élection présidentielle passée, que plus rien de bon n'était possible.

Or, sans majorité à l'assemblée, Macron ne pourra pas faire reculer l'âge de la retraite, par exemple. C'est donc un enjeu décisif. Nous serons dans la rue, à vos côtés, le 1er mai, pour lui rappeler.

Voilà pourquoi, au rendez-vous de l'Histoire, les communistes vont œuvrer au rassemblement de toutes les forces de gauche.

Voilà pourquoi les citoyens doivent rester mobilisés, comme pour la présidentielle, pour que l'opposition parlementaire de gauche soit majoritaire face à Macron au mois de Juin.

Ainsi nous pourrions déboucher sur un gouvernement dirigé par Jean-Luc Mélenchon, avec une équipe de gauche rassemblée, afin de mettre en œuvre des mesures qui améliorent concrètement la vie.

Ce que nous n'avons pas pu faire à la présidentielle, faisons-le aux législatives !

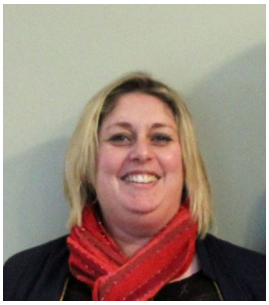
C'est possible, il y a eu à plusieurs reprises des cohabitations dans l'histoire de notre pays.

76
PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Taxe poubelle : Mme Poussier-Winsback persiste et signe

Le 5 avril, le conseil de l'agglomération de Fécamp s'est réuni pour discuter du futur budget. Le dossier de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est revenue sur le tapis : devant l'existence d'un excédent de 500 000 €, les 3 élus communistes, Céline Cuisnier, Ismaël Boskos et Jacques Louiset ont demandé à Mme Poussier-Winsback de faire un geste en direction des usagers. La présidente de l'agglomération a répondu par la négative à cette demande légitime et a maintenu à l'identique le taux de 17,3 % pour l'année 2022, suivie par sa majorité, les 3 élus communistes votant contre. Notons que sur cette importante réunion, les élus socialistes et écologistes étaient absents, ce qui tend à se reproduire de plus en plus souvent. Certes, il y avait la campagne des élections présidentielles mais, face à la majorité de droite de notre agglomération, la présence de toutes les forces d gauche est nécessaire lorsqu'il est question du budget de l'année.

Insalubrité au quartier Saint Jacques



Céline Cuisnier

Lors de cette même réunion du 5 avril du conseil d'agglomération, l'élue communiste, Céline Cuisnier a soulevé la question de l'insalubrité croissante des appartements de la Côte Saint Jacques : infiltrations d'eau avec des moisissures dans les coins des appartements au niveau des balcons et des angles des façades malgré plusieurs ravalements successifs, découverte de présence de rats dans les cloisons de certains bâtiments du fond de la résidence. Ajoutons à cela les manques de signalisation et d'entretien des rues, l'absence de commerce et d'aire de jeux pour les enfants qui sont obligés de jouer dans les rues à côté des voitures stationnées. Les habitants ont la désagréable impression que leur quartier est laissé à l'abandon depuis plusieurs années, comme plusieurs autres quartiers de Fécamp

Céline Cuisnier fait les propositions suivantes, au nom des élus communistes de Fécamp : la rue, actuellement privée, doit être rétrocédée à la ville de Fécamp, à charge pour celle-ci pour d'en assurer l'entretien. Les communistes souhaitent l'implantation d'un débit de pain et d'une supérette solidaire, la création d'une aire de jeux. Ils appellent à la constitution d'un comité de quartier pour que l'avis des habitant-es soit enfin pris en compte

Peine de mort : les zigs et les zags de Marine Le Pen

Longtemps pro-peine de mort, Marine Le Pen semble faire aujourd'hui machine arrière depuis qu'elle s'est rendue compte que cette mesure est inconstitutionnelle… tout en laissant la porte ouverte à un référendum pour « forcer le passage ». Même sa garde rapprochée n'y comprend plus rien…

Le Pen au pied du mur de son incompétence

Longtemps discrète sur son programme, Marine Le Pen est bien obligée de se dévoiler maintenant qu'Eric Zemmour n'est plus là pour monopoliser l'attention des medias et lui servir de paratonnerre. Son absence abyssale de crédibilité éclate au grand jour, ses 2 dernières boulettes ayant été de parler de « Bourguiba, président de l'Algérie » alors que ce dernier était tunisien et d'avoir publié dans sa profession de foi électorale des chiffres complètements bidonnés sur l'immigration…

1 million de locataires étrangers menacés d'expulsion de leur logement par Marine Le Pen

C'est la 142ème proposition du programme de Marine Le Pen, qui, au nom de la « priorité nationale », veut faire main basse sur 620 000 logements sociaux, où vivent plus de 1 million de locataires. Pépin pour Le Pen : une bonne partie de ces locataires sont des familles mixtes. Dès qu'un parent est français, la « priorité nationale » de Le Pen deviendra automatiquement inapplicable. C'est ballot...

Handi'Bus : déjà des dysfonctionnements

De gauche à droite : Marie-Thérèse Besson, Jacques Louiset et Céline Cuisnier

Les élus communistes s'étaient manifestement réjouis un peu trop vite de voir Mme Poussier-Winsback reprendre leur idée de mettre en place dans notre agglomération un minibus dédié aux habitants à mobilité réduite (cf le Rouge-Gorge du 3 avril). Car, à peine inauguré, ce nouveau service public connaît déjà des dysfonctionnerments, Mme la maire décidant d'exclure du bénéfice du Handi'bus les handicapés des Courlis qui pensaient pouvoir l'utiliser pour se rendre de leur domicile à leur atelier de travail. Le motif avancé par Mme Poussier-Winsback : le Handi'bus ne peut servir que pour se rendre sur un lieu public. Sauf que lors sa présentation du Handi'bus à la presse, Mme la maire avait justement pris en exemple une personne handicapée qui désirait se servir du bus pour se rendre sur son lieu de travail privé. Les méandres de la pensée Poussier-Winsbackienne sont décidément bien difficiles à suivre... Pour leur part, les élus communistes Céline Cuisnier, Ismaël Boskos et Jacques Louiset tiennent à réaffirmer qu'il ne saurait y avoir d'exclusion dans l'utilisation du Handi'bus, de « tri » parmi les bénéficiaires de ce service public. Toutes les personnes à mobilité réduite de l'agglomération fécampoise doivent pouvoir y avoir accès, à égalité de droits et de devoirs.

Les résultats du 1er tour de l'élection à Fécamp

NB : entre parenthèses, les chiffres de l'élection de 2017 pour les mêmes partis, lorsqu'ils avaient présenté un candidat

Abstentions : 32,67 % (25,34 %)
Blancs : 1,17 % (2 %)

N. Arthaud (LO) : 0,96 % (1,26 %)
F. Roussel (PCF) : 3,30 % (pas candidat en 2017)
E. Macron (LReM): 27,12 % (19,99 %)
J. Lassalle : 1,72 % (0,7 %)
M. Le Pen (RN): 30,90 % (27,26 %)
E. Zemmour : 4,40 % (pas candidat en 2017)
J-L. Mélenchon (LFI) : 20,40 % (22,46 %)
A. Hidalgo (PS) : 1,82 % (6,65 %)
Y. Jadot (EELV) : 3,14 % (pas candidat en 2017)
V. Pécresse (LR) : 3,39 % (15,14 %)
P. Poutou (NPA) : 1,18 % (1,51 %)
N. Dupont-Aignan (DLF) : 1,67 % (4,11 %)

Ces amis de Le Pen sont les ennemis de leurs peuples

Pour comprendre à quelle sauce Marine Le Pen veut manger les Français, il est utile d'aller voir ce qu'ont fait ses amis d'extrême-droite en Italie, en Pologne, en Hongrie. Un électeur averti en vaut deux…

Le pognon hongrois et russe de Le Pen

Peu désireuse de piocher dans sa fortune personnelle (cf le Rouge-Gorge du 23 mars), Marine Le Pen a financé sa campagne électorale par un emprunt auprès d'une banque de Hongrie, le pays de son sulfureux ami Viktor Orban. En 2014, le pognon avait été prêté à 2 reprises par des banques de Vladimir Poutine, prêt dont le remboursement s'était fait dans la douleur. Venant de la part d'une candidate qui passe son temps à clamer à tous vents son patriotisme, çà l'affiche mal…

Avec Le Pen, l'état de droit en péril

La candidate du Rassemblement National prétend revivifier nos institutions et notre fonctionnement démocratique mais, en fait, son projet piétine l'état de droit : discriminations raciales, atteintes à la liberté de la presse, soumission de la justice au pouvoir politique, chasse aux sorcières contre les musulmans de notre pays. Si Emmanuel Macron a érodé la démocratie française, Marine Le Pen veut la ravager

Ganzeville : le maire pro-zemmour saborde l'école communale

Le 21 mars, M. Jean-Marie Crochemore, le maire de Ganzeville, a envoyé à ses concitoyens une lettre pour leur expliquer son choix de fermer l'école de son village afin de regrouper sa classe unique avec celle de l'école de Toussaint, menacée pour sa part par le Ministère de l'Education Nationale d'une fermeture à la rentrée prochaine (cf. le Rouge-Gorge du 3 mars 2022)

Le Conseil Municipal de Ganzeville devait se prononcer le mercredi 13 avril sur cet arrangement entre les maires de Toussaint et de Ganzeville. Les parents d'élèves, partisans du maintien de l'école de Ganzeville, se sont invités au conseil municipal et y ont finalement été autorisés à s'exprimer. Le Courrier Cauchois a rapporté les propos suivants, qui résument bien la colère des parents d'élèves : *« La classe unique est une chance pour nos enfants. Elle est véritablement inclusive. Elle accueille tous les enfants et les faits progresser à leur rythme. Cette école d'avant-garde, vous l'avez, aidez-nous à la conserver ». « Ma petite fille ne peut pas être dans une école en cycle normal. A Ganzeville, elle est soutenue par ses camarades de classe et dispose d'un enseignement adapté ». « Les ganzevillais sont attachés à l'école. C'est un élément d'attractivité pour le village »*

M. Crochemore, le maire de Ganzeville, est resté de marbre devant ces arguments et a justifié son désir de fermer l'école par ces propos : « *Cela représente 3 540 euros par enfant et par an alors que l'on tourne entre 1 000 et 1 500 euros dans les communes environnantes. On finance la cantine, les voyages scolaires, le transport à la piscine de Fécamp et le chauffage qui devrait augmenter avec la hausse des prix de l'énergie »,* ajoutant qu'il s'était arrangé avec Mme Poussier-Winsback, la présidente de l'agglomération de Fécamp, pour que ce soit cette dernière qui finance le transport des enfants de Ganzeville vers Toussaint

Préférant délibérer à l'abri des regards, le maire et son conseil municipal ont ensuite demandé aux parents d'élèves de se retirer. A l'issue de ce conseil municipal à huis clos, les parents ont appris que l'équipe de M. Crochemore avait voté la fermeture de l'école de Ganzeville et le transfert de sa classe unique à Toussaint, par 6 voix pour, 2 voix contre et 2 votes blancs.

Résumons la situation : à Ganzeville, on a un maire qui décide de fermer son école, en accord avec le maire de Toussaint et la présidente de l'agglomération de Fécamp au moment où le gouvernement ferme une classe à Toussaint… Quand on sait que M. Crochemore fait partie des 2 adjoints de Mme Poussier-Winsback qui ont parrainé la candidature d'Eric Zemmour, on comprend mieux ce peu d'empressement à défendre le service public… Les 19 enfants de la classe unique de Ganzeville étant passés, dans l'affaire, par pertes et profits.

Pour les communistes, un autre scénario était possible : au lieu se plier servilement aux fermetures de classes du gouvernement, on aurait pu imaginer que les élus de Ganzeville, de Toussaint et de l'agglomération de Fécamp fassent front pour défendre tant l'école de Ganzeville que celle de Toussaint. Il faudra se souvenir lors des prochaines élections qu'il y a des élus qui n'ont pas défendu les écoles de leur territoire…

La France coupée en trois

Une France coupée en 3 : c'est ainsi que les analystes politiques décrivent le résultat du 1er tour de l'élection présidentielle. Un intéressant article de l'Humanité décrypte ce 1er tour . Le Huffington Post, lui, a recalculé les scores en tenant compte de l'abstention et des votes blancs

Le vote Mélenchon : un vote-archipel

La fondation Jean Jaurès vient de publier une étude sur l'origine des électeurs qui ont fait le choix du bulletin Mélenchon lors du 1er tour de l'élection présidentielle

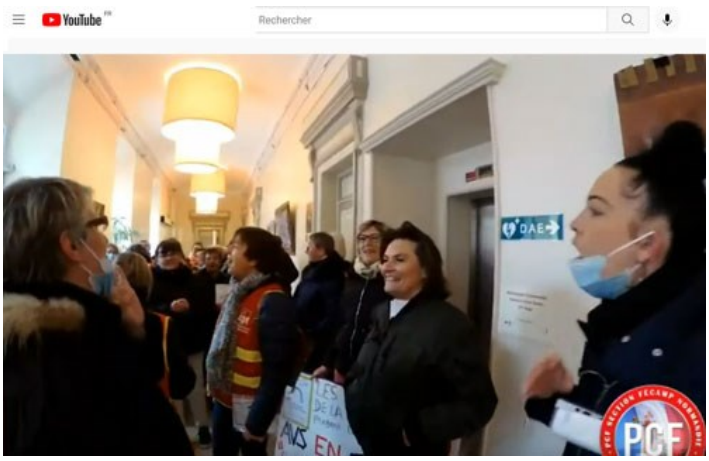
Pécresse, l'effondrement

L'effondrement de Valérie Pécresse, la candidate de Mme Poussier-Winsback, est l'une des surprises majeures du 1er tour de l'élection présidentielle

Premiers contacts rugueux entre LFI , le PS et EELV

Les contacts se multiplient à gauche pour essayer de se rassembler pour les élections législatives. Mais c'est compliqué : la France Insoumise refuse de discuter avec le PS, De leur côté, les écologistes d'EELV-Les Verts rejettent les conditions préalables posées par LFI

Soutien total du PCF aux aides à domicile du CCAS



Le Rouge-Gorge du 23 mars dernier s'était fait l'écho du combat des aides à domiciles du CCAS de Fécamp, confrontées à leurs employeuses, Mme Poussier-Winsback et son adjointe Mme Tessier, qui traînent les pieds depuis le mois d'octobre pour revaloriser les salaires.

Mais ces dernières ne pourront plus tergiverser bien longtemps : lors d'une réunion le 8 avril, le gouvernement a --- enfin !!! --- dévoilé aux syndicats la liste des professionnels concernés par les revalorisations du plan Ségur de la Santé. Pourront notamment en bénéficier les salariés en charge de l'accompagnement des personnes âgées et de l'accompagnement des personnes handicapées, ce qui concerne en 1er lieu les aides à domicile. La liste complète des professionnels éligibles aux revalorisations prévues par le Ségur de la Santé peut être consultée sur le site internet de la gazette des communes

Pour les salariées du secteur associatif (par exemple l'association ACOMAD), une augmentation mensuelle de 183 € nets doit être appliquée à compter du 1er avril. Pour les salariées de la fonction publique, les décrets précisant « les conditions d'attribution d'une prime équivalente au complément de traitement indiciaire de 183 € » vont être publiés durant ce mois d'avril et, bon gré mal gré, Mme Poussier-Winsback et Mme Tessier devront s'y conformer

C'est ce que les aides à domicile sont venues rappeler ce mois d'avril à leurs patronnes, lors d'une manifestation haute en couleurs à la mairie de Fécamp, dont la vidéo est visible sur la chaîne Youtube de la section du PCF de Fécamp.

Les élus du PCF sont venus apporter leur soutien aux salariées (cf la vidéo de la déclaration de Jacques Louiset, au nom des élus communistes). Précisons que Mme Tessier, l'adjointe en charge du CCAS était « absente » et que les élus communistes ont été les seuls, une fois encore, à venir soutenir les salariées du CCAS. Socialistes, Ecologistes, Insoumis n'avaient pas jugé utile de se déplacer

Socialistes et écologistes appellent à utiliser le bulletin de vote Macron pour battre Le Pen

Le secrétaire national d'EELV-Les Verts appelle à voter Macron, sans que cela signifie pour autant un soutien aux projets politiques de Macron. Pareil pour le PS

La CGT et la CFDT contre Le Pen

Dans une tribune commune publiée par le Journal du Dimanche, Philippe Martinez et Laurent Berger, les secrétaires nationaux de la CGT et de la CFDT rappellent à quel point Marine Le Pen est un danger pour les travailleurs

Appel de Céline Brulin, sénatrice PCF, pour les élections présidentielle et législatives

Des millions de Français se retrouvent, ce soir, face à un choix de second tour qu'ils voulaient éviter. D'autres réalisent que leur colère, légitime, peut conduire à l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite, en France.

M. Le Pen ne s'est pas « adoucie » comme certains tentent de le faire croire. Ses valeurs sont fondamentalement contraires à celles de la République, ses orientations tournent le dos à ce qui a fait la France et les heures les plus glorieuses de son histoire, son rayonnement et son autorité dans le monde entier.

La première des priorités, le 24 avril, c'est de l'empêcher de prendre les commandes du pays, flanquée d' E.Zemmour, dont elle se sert comme d'un marche-pied.

La 2ème priorité sera de construire une résistance, solide et déterminée, à la politique d' É.Macron. Les élections législatives peuvent permettre d'élire de nombreux députés qui, à l'image de mes amis Sebastien Jumel, Jean-Paul Lecoq ou Hubert Wulfranc, auront à cœur, aux côtés du mouvement social qui doit aussi se faire entendre, de contrecarrer sa politique dure à l'égard du monde du travail et des retraités modestes, des jeunes, des familles.

E.Macron avait ainsi annoncé vouloir mettre en œuvre sa réforme des retraites, dès le mois de juin. Face à la colère et à la résistance du pays, il l'évoque désormais pour l'automne. Nous pouvons le faire reculer davantage encore en nous mobilisant, ensemble, dans notre diversité.

Céline Brulin

Pour le 2ème tour, la France Insoumise choisit majoritairement le vote blanc

Les adhérents de LFI ont été consultés pour le 2ème tour de l'élection présidentielle : 37 % voteront blanc, 33 % Macron et 29 % s'abstiendront

L'ANALYSE

L'EXTRÊME DROITE EST AUX PORTES DE L'ÉLYSÉE

Pour la première fois en France, sous la Ve République, le courant raciste et xénophobe est en capacité de remporter la présidentielle. Dédiabolisée, normalisée par une concurrence qui vient lui apporter une réserve de voix inédite, la candidate RN a encore progressé et compte sur le rejet de Macron pour faire main basse sur la République. Le danger est réel.

FLORENT LE DU
florent.ledu@humanite.fr

Ceci n'est plus un 21 avril. La sidération de la présidentielle 2002 avait abouti à un front républicain solide au second tour. Vingt ans plus tard, l'extrême droite est installée et menace d'accéder au pouvoir. Banalisée à un point inimaginable il y a quelques années, Marine Le Pen s'avance au second tour de la présidentielle avec de réelles chances de victoire. Au lendemain d'un premier tour qui l'a vue passer d'un rien (23,15 %, contre 21,95 % pour Jean-Luc Mélenchon), la fille du fondateur du FN est au coude-à-coude avec Emmanuel Macron dans les sondages pour le second tour (51 % contre 49 %, selon Ipsos). Le RN a même amélioré un score déjà impressionnant en 2017 et bénéficie d'une réserve de voix inédite avec les électeurs d'Éric Zemmour (7 %). Pis : Marine Le Pen ne fait plus peur. La stratégie de dédiabolisation a atteint son stade final, avec la normalisation du parti extrémiste.

Pendant cette campagne, rares ont été les attaques franches et les réactions indignées aux propositions et sorties toujours xénophobes, islamophobes, attentatoires des libertés publiques et des droits fondamentaux. « La moulinette journalistique a été très tendre avec elle pendant cette campagne, se désole la philosophe et chercheuse Juliette Grange, spécialiste de l'extrême droite. La plupart des médias mais aussi des responsables politiques ont fait l'économie d'une lutte des idées de grande ampleur envers Marine Le Pen. » La candidate a ainsi pu mettre en scène son amour pour les chats, sa vie de « femme libre et simple ». La menace fasciste maquillée de teintes joyeuses et sympathiques.

MACRON PYROMANE

Quant à Emmanuel Macron, il a tout fait pour que l'extrême droite monte depuis 2017. Pariant sur un duel présidentiel identique au précédent qu'il était persuadé de remporter, le chef de l'État n'a cessé de pencher de plus en plus à droite. La liste est longue : les lois de sécurité globale et sur le séparatisme, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin qui juge Marine Le Pen « trop molle » pendant que ses fonctionnaires déchirent des tentes de migrants, les procès en « islamo-gauchisme », la chasse aux « wokistes », etc. « Il s'est installé un bruit de fond qui ridiculise l'universalisme, les

LA THÈSE DU « GRAND REMPLACEMENT » A OCCUPÉ L'ESPACE PUBLIC, LA « PRÉFÉRENCE NATIONALE » EST DEVENUE UNE MESURE DE DROITE PRESQUE COMME LES AUTRES.

L'ANALYSE

L'EXTRÊME DROITE AUX PORTES DE L'ÉLYSÉE

LUDOVIC MARIN / AFP

droits de l'homme, la philosophie des Lumières, qualifiés de bien-pensance », désespère Juliette Grange.

En moins d'un an, Éric Zemmour, avec sa candidature, aura aussi contribué grandement à cette normalisation du RN. Ses propos nauséabonds ont adouci le discours de sa fausse rivale. « Il a repoussé les limites de ce qu'il est acceptable de dire, observe le politologue Stéphane François. Par contraste, Le Pen paraissait plus mesurée, moins dangereuse. » Pendant que la théorie raciste du « grand remplacement » occupait l'espace public, la « préférence nationale » devenait une mesure de droite presque comme les autres. En parallèle des agitations de l'écrivain maurrassien, la responsable du RN a mené une campagne sans coup d'éclat ni polémique rappelant son vrai visage.

Il faut pourtant sans relâche rappeler les dangers qui guettent notre République : Marine Le Pen à l'Élysée serait un grave danger pour la démocratie, l'État de droit, notre modèle social et les droits humains. Le rejet des personnes d'origine étrangère et la stigmatisation des musulmans restent les piliers de son projet. La préférence nationale, discrimination légale entre nationaux et étrangers pour accéder à l'emploi, au logement ou aux prestations sociales, en est la clé de voûte. Marine Le Pen veut aussi rompre avec la loi de 1905, en sanctionnant le port du voile dans les lieux ouverts au public, mais pas les autres signes religieux. D'autres passages de son programme font craindre le pire, comme la « lutte contre l'idéologie islamiste ». Une traque qui pourrait être menée dans tous les pans de la société contre ceux qui « témoignent d'une quelconque complaisance » supposée. Cette chasse aux « islamo-gauchistes » ouvrirait aussi la porte à la violence des groupuscules fascistes dans l'espace public.

Depuis son échec en 2017, la candidate fait tout pour apparaître consensuelle. Le but : ne pas faire peur et se donner les allures d'une femme d'État.

L'ÉTAT DE DROIT DANS LE VISEUR

Marine Le Pen reste par ailleurs ambiguë sur la fin du droit à l'avortement et le rétablissement de la peine de mort, qui ne figurent pas dans son »

L'ANALYSE

L'EXTRÊME DROITE AUX PORTES DE L'ÉLYSÉE

Surmédiatisée, la fille Le Pen a lissé son image, édulcoré ses propos. En 2022, à l'inverse de 2017, elle évite tous les sujets clivants. Exemple, elle a su faire oublier ses élans pro-Poutine. Ici, une photo issue d'un tract de campagne diffusé début février, à la veille de l'invasion en Ukraine.

» programme mais qu'elle n'exclut pas de proposer par référendum. Un procédé qu'elle plébiscite tellement que l'État de droit pourrait basculer dans un régime référendaire, en balayant le pluralisme, l'opposition et les corps intermédiaires. Son premier acte comme présidente serait d'ailleurs un référendum sur l'immigration, avec l'interdiction des régularisations, l'expulsion des étrangers, la fin du regroupement familial, de l'aide médicale d'urgence et du droit du sol.

Un régime antidémocratique et autoritaire qui a des modèles en Europe, comme la Hongrie de Viktor Orban ou la Russie de Vladimir Poutine. Depuis dix ans au moins, la responsable du RN répète qu'elle « admire » le président russe, avec qui elle a dit vouloir « s'allier militairement » et, encore aujourd'hui, se rapprocher diplomatiquement. « L'éclatement de la guerre en Ukraine aurait dû la disqualifier, mais c'est l'inverse qui s'est produit, s'étonne Luc Rouban, politologue au Cevipof. Zemmour a attiré les attaques et la candidate du RN s'en est sortie comme par miracle. » C'est à cette période que les courbes des deux candidats extrémistes, alors au coude-à-coude, se sont éloignées.

LA CANDIDATE D'EXTRÊME DROITE PRÔNE DES RECETTES LIBÉRALES QUI AGGRAVERONT LE QUOTIDIEN DES PLUS PRÉCAIRES.

LA FAUSSE CANDIDATE DES OPPRIMÉS

Marine Le Pen a délaissé le terrain géopolitique pour se concentrer sur les conséquences du conflit en France. Le thème du pouvoir d'achat a alors marché à plein. Ne nous y trompons pas : au-delà des contradictions de son programme économique, non chiffré et peu crédible, la candidate d'extrême droite prône des recettes libérales qui aggraveront le quotidien des plus précaires. Hormis la baisse de la TVA sur certains produits, Marine Le Pen n'a guère de solutions, parle de hausse des salaires mais parie sur un « effort » improbable des patrons, à qui elle propose des cadeaux fiscaux qui mettront à mal la protection sociale et les services publics.

Mais, après cinq ans de casse sociale, l'extrême droite a une occasion rêvée : jouer à fond la carte du « tout sauf Macron ». Dès le soir du 10 avril, Marine Le Pen a cherché à capitaliser sur le puissant rejet que génère le chef de l'État, osant se prétendre la candidate « de la justice sociale ». Le président du RN, Jordan Bardella, a aussi intimé, notamment en direction des électeurs de »

» Mélenchon, de ne pas « voter pour la retraite à 65 ans et Emmanuel Macron McKinsey ». Grosse ficelle. Même si le geste est pénible, l'heure est au barrage (voir page 19). Notamment pour la gauche, qui a aussi une part de responsabilité dans la montée de l'extrême droite : luttes fratricides, fardeau du mandat Hollande et lutte probablement insuffisante contre les idées du RN.

À DROITE, LE CORDON SANITAIRE A SAUTÉ

En outre, si Jean-Luc Mélenchon a réalisé des scores impressionnants dans les quartiers et banlieues populaires des grandes villes, la gauche est loin de reconquérir les zones rurales et industrielles. Durant cette campagne, Fabien Roussel a cherché à entamer cette tâche, proposant un « renouveau rural et industriel », mettant sur le devant de la scène les difficultés quotidiennes de la France dite périphérique, des catégories populaires des petites villes, de l'urgence à y revitaliser les services publics, le tout couplé à la revalorisation des salaires. Au vu des résultats décevants du candidat communiste dans ces territoires où Marine Le Pen a réalisé des scores élevés, il reste encore beaucoup de travail pour convaincre que les solutions sont bien à gauche. Une gauche qui peine désormais à dépasser les 30 % (31 % au premier tour pour l'ensemble des candidats), même si son centre de gravité est désormais davantage vers un programme de rupture.

POUR L'HEURE, LA GAUCHE PEINE À RECONQUÉRIR LES ZONES RURALES ET INDUSTRIELLES.

De l'autre côté, la droite dite classique s'est effondrée. Valérie Pécresse, avec 4,8 %, a vu son électorat siphonné par Emmanuel Macron, mais aussi en partie par Éric Zemmour et Marine Le Pen. Le cordon sanitaire qui séparait la droite de son extrême a sauté : selon Ipsos, un tiers des électeurs de Valérie Pécresse (4,8 %) voteraient pour le RN au second tour. Pourtant, malgré le jeu dangereux d'Emmanuel Macron, son désastreux bilan et la dangerosité de son programme pour les cinq ans à venir, il est nécessaire, plus que jamais, de s'opposer avec force à l'extrême droite. Le 21 avril 2021, une note de la Fondation Jean-Jaurès jugeait une victoire de Marine Le Pen possible « à condition qu'au moins une des trois conditions suivantes se réalise : qu'elle soit suffisamment " dédiabolisée ", qu'une plus grande porosité avec les électeurs LR se manifeste, qu'Emmanuel Macron apparaisse comme un repoussoir au moins équivalent ». Nous y sommes. ●

Pour reconstruire un espoir en France

☐ **JE REJOINS** le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance

Sexe ☐ ☐

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de **recevoir l'Humanité** pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord.

OUI ☐

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à pcf@pcf-fecamp.fr avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web à http://www.pcf-fecamp.fr

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins à pcf@pcf-fecamp.fr

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Prenons soin de la France

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine) :
Pour suivre l'actualité politique au quotidien

Cliquez ici

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

Cliquez ici

Le journal l'Humanité :

Cliquez ici

Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp :

Cliquez ici

La page Facebook de Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime :

Cliquez ici

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici

La page Facebook de Fabien Roussel, candidat à l'élection présidentielle :

Cliquez ici